

<https://ricochets.cc/Darmanin-le-censeur-en-chef-fait-du-revisionnisme-glauque.html>



Darmanin le censeur en chef fait du révisionnisme glauque

- Les Articles -

Date de mise en ligne : mercredi 18 octobre 2023

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Le régime macroniste et ses porte-flingues osent tout, c'est à ça qu'on reconnaît les...

Censurer et réprimer tout azimuth ne leur suffit pas, il leur faut aussi balancer des propos aberrants et puants pour semer la zizanie et la confusion, pour justifier d'autres répressions étendues à venir.

Mais pourquoi se gênaient-ils ? La démocrature et son totalitarisme économique leur donne les pleins pouvoirs, qu'ils ont utilisé sans limite pour multiplier les lois et actes répressifs, la fuite suicidaire dans l'ultra-capitalisme et l'autoritarisme. Les gauches et la population pourtant rétives n'ont même pas pu empêcher la retraite à 64 ans. L'autocratie macroniste a donc un boulevard à deux fois 10 voies ouvert devant elle, aucune force ne semble pouvoir la freiner. Les restes de contre pouvoir sont totalement impuissants. Le régime s'engouffre avec ses colonnes de tanks et de bulls dans ce boulevard, ils comptent bien continuer à fond leur razzia « décomplexée » et empêcher toute possibilité de bifurcation.

Après avoir réprimé et ignoré toute contestation dans la rue ou à l'Assemblée, le régime s'efforce à présent d'éradiquer l'idée même de contestation et d'éliminer les forces d'opposition (vraiment) de gauche. Le processus de fascisation s'affirme, le néo-fascisme est là même sans l'extrême droite officiellement au pouvoir.

Qui va/veut résister ? Comment ?

► NOTE : Le régime macroniste interdit même des commémorations du massacre d'algériens en 1961, qui rappellent trop le penchant colonialiste, policier et brutal de l'Etat républicain français ?

La république et ses agents sont historiquement tachés de sang, oups ça la fout mal, réécrivons l'histoire avec Darmanin et effaçons ce qui dérange le récit officiel bien propre.

1984 ? Mais non voyons, simples mesures de sécurité. Car la « sécurité c'est la liberté » selon les politicards de l'Ordre.



Darmanin le censeur en chef fait du révisionnisme glauque

LA RÉPUBLIQUE, LA POLICE ET ISRAËL

Il a osé le dire : « La haine du juif et la haine flic se rejoignent ». Ce sont les mots de Darmanin le 17 octobre, à la télévision, lors d'une visite à la communauté juive. Ces propos sont à la fois faux, révisionnistes et antisémites.

4 Faux, parce que la police française telle qu'elle existe a littéralement été fondée par un gouvernement dictatorial et antisémite. Le 14 août 1941, la Police Nationale naissait sous le Régime de Vichy, par décret du Maréchal Pétain. Jusqu'ici, il n'y avait pas de force de police unifiée en France, mais des polices municipales. La Direction générale de la Police française est alors créée et rattachée au ministère de l'intérieur.

Le 19 avril 1942, c'est le collaborationniste et antisémite forcené René Bousquet qui est nommé secrétaire général de la police. Les moyens alloués à cette nouvelle police Française sont exceptionnels. Les salaires sont revalorisés, les uniformes sont inspirés de ceux portés par les SS, des écoles de police sont créées dans chaque région, des affiches du régime vantent une police « jeune, moderne, sportive ».

4 Révisionniste, parce que les 16 et 17 juillet 1942, des milliers de policiers français raflent plus de 13.000 juifs, hommes, femmes et enfants, pour les charger dans des trains en direction des camps de la mort, pour faire plaisir aux Nazis. Moins d'une centaine d'adultes en reviendront, et aucun enfant.

Les Groupes Mobiles de Réserve, ancêtres des CRS, sont utilisés pour constituer des pelotons d'exécution de résistant-es. Ils sont déployés contre le maquis du plateau des Glières : 3000 Gardes, GMR et Miliciens contre 500 résistant-es. D'autres attaques auront lieu, notamment dans le Limousin.

À la Libération, les complicités génocidaires de la police française ne seront jamais sanctionnées, l'organigramme de la police ne sera pas modifié jusqu'à aujourd'hui, et de hauts responsables de la police ayant collaboré avec les nazis resteront même à la tête de l'institution. Notamment Maurice Papon, qui se rendra responsable de massacres d'Algérien-nes à Paris en 1961.

Darmanin tente d'assimiler la colère légitime contre la répression ou contre le gouvernement à de l'antisémitisme

4 Antisémite, parce qu'en assimilant la communauté juive de France à la police, Darmanin met en danger les juif-ves. Les citoyen-nes juif-ves ne sont en rien assimilables aux violences policières, et ne doivent pas être rendu-es responsables de la répression qui révolte de plus en plus d'habitant-es de ce pays. Cette phrase est antisémite dans la mesure où elle relativise ce qu'est l'antisémitisme. Une idéologie de haine qui a engendré des persécutions et des génocides. Rien à voir avec le fait de ne pas aimer l'uniforme ou d'affronter des policiers lourdement armés en manifestations.

Ce parallèle est aussi grotesque qu'obscène. En mettant un signe égal entre la police, la République et les juif-ves, Darmanin tente d'assimiler la colère légitime contre la répression ou contre le gouvernement à de l'antisémitisme.

Prenons l'exemple de Maurice Rajsfus. Ce militant était un rescapé de la Shoah, sa famille a été arrêtée et déportée par des policiers français lors de la rafle du Vel-d'Hiv. Il avait alors 14 ans, ses parents ne reviendront jamais. Toute sa vie, il expliquera son contentieux avec la police : « Les policiers français ont volé des années de vie à mes parents. Tous ont participé aux rafles quand ils étaient requis. Pratiquement pas un seul n'a démissionné. Si la police française ne s'était pas mise aux ordres, jamais il n'y aurait eu autant de dégâts. Il y a eu 250.000 déportés de France, dont 76.000 juifs, les autres étant, pour l'essentiel, des communistes et des gaullistes... »

Il ne pardonnera jamais à la police sa collaboration. Ni ses violences passées et présentes. Autodidacte, il devient historien des violences policières, qu'il recense à partir de 1968, et ce pendant près de cinquante ans, notamment au travers du bulletin « Que fait la police ? ».

Jusqu'à son dernier souffle, Maurice Rajsfus a soutenu les familles de victimes des violences d'État et combattu le racisme sous toutes ses formes. Décédé en 2020, il laisse derrière lui plusieurs décennies de travail d'archive et plusieurs livres. Si ce grand homme était encore parmi nous, il serait estomaqué de la déclaration de Darmanin. Il doit faire des loopings dans sa tombe.

4 Ces derniers jours, des militant-es de l'Union Juive Française pour la Paix ont été mis en garde à vue lors de manifestations pour la Palestine. Selon Darmanin, ces personnes engagées pour l'amitié entre les peuples seraient donc à la fois antisémites et anti-flics tout en étant juives ?

En réalité, par ce genre de discours, le clan Macroniste dessine un ennemi intérieur : toutes celles et ceux qui ne soutiennent pas inconditionnellement la police ou Israël ne seraient plus « républicains » et devraient être réprimés, arrêtés, dissous. Cette instrumentalisation de l'antisémitisme au profit d'un régime autoritaire est extrêmement dangereuse.



Darmanin le censeur en chef fait du révisionnisme glauque Interdire des commémorations, qui rappellent trop le penchant colonialiste et brutal de l'Etat républicain français ?

17 OCTOBRE : L'HOMMAGE AUX VICTIMES ALGÉRIENNES INTERDIT

- D'un colonialisme à l'autre

La journaliste Ellen Salvi de Médiapart s'étonne : « Comme chaque année, les militants associatifs voulaient se rendre près de la plaque du 17 octobre pour jeter des fleurs dans la Seine en hommage aux Algériens tués par la police en 1961. Ils en ont été empêchés par les forces de l'ordre qui ont bloqué l'accès au pont St-Michel. »

Il y a 62 ans, l'armée française est en guerre contre le peuple algérien qui lutte pour son indépendance. Elle veut maintenir l'emprise coloniale, quel qu'en soit le prix. De l'autre côté de la Méditerranée, les soldats français torturent, enlèvent, font disparaître des opposant-es et créent des camps de regroupements. L'État français expérimente ses tactiques contre-insurrectionnelles.

Pendant cette guerre, les populations maghrébines vivant en France métropolitaine subissent une répression constante et des humiliations racistes quotidiennes. Des brigades spécialement créées pour les « Nord-Africains » sèment la peur dans les bidonvilles. À l'automne 1961, un couvre-feu réservé aux maghrébin-es est décrété à Paris par le Préfet Maurice Papon.

Le soir du 17 octobre, 20.000 personnes manifestent à Paris pour la paix en Algérie et contre le couvre-feu. La police, commandée par le préfet sanguinaire qui est un ancien collaborationniste, ordonne la charge des cortèges composés presque exclusivement d'Algérien-nes.

La police frappe, tire. Dans un véritable dévouement policier, plusieurs centaines de personnes sont tabassées et jetées dans la Seine. Elles meurent noyées. Des milliers d'autres sont raflées, chargées dans des cars et expulsées vers l'Algérie. Il s'agit de la répression d'État la plus violente jamais provoquée contre une manifestation pacifique dans l'histoire contemporaine de l'Europe. C'est aussi le plus grand massacre en plein Paris depuis la Semaine

sanglante, à la fin de la Commune, en 1871.

Ce crime d'État raciste est aujourd'hui encore largement passé sous silence. Pire, une partie de la classe politique continue de légitimer la colonisation et ses nombreuses exactions. Mais au moins, une poignée de résistant-es continuaient, chaque année, à commémorer cet événement, à se rassembler pour éviter qu'il ne disparaisse de la mémoire collective.

Cette année, ces commémorations ont été purement et simplement interdites. À Paris comme à Toulouse, les préfets ont publié des arrêtés empêchant ce rassemblement annuel.

À Toulouse, cette interdiction a été décidée le jour même par la Préfecture. Elle était prévue devant la gare Matabiau et organisée par un collectif d'associations et de syndicats. Le préfet de la ville explique à la presse : « Cette manifestation a initialement pour objet de commémorer un événement tragique, historique et reconnu de l'histoire nationale mais tend à opérer un amalgame avec des événements contemporains ». L'argument est le même à Paris.

En clair, puisque le gouvernement interdit les manifestations pour la Palestine, autant interdire aussi celle évoquant la guerre d'Algérie !

Les autorités témoignent ainsi leur soutien aux colonialismes d'hier et d'aujourd'hui. Un soutien à la colonisation française en Algérie comme à celle d'Israël en Palestine. Les dirigeants français disent aussi tout leur mépris pour les vies arabes, celles qui ont été jetées dans la Seine en 1961, celles qui meurent sous les bombes à Gaza en 2023.

62 ans après le terrible 17 octobre, le ministère de l'intérieur et la préfecture de police s'inscrivent dans un continuum colonial. Les musulmans et musulmanes sont toujours stigmatisés, la police continue de frapper en priorité les fils et filles de colonisés-es. Et même honorer la mémoire des combats anticoloniaux n'est pas autorisé.

messages postés par Contre Attaque